

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LUZEAL

Voie Chanteraine
51520 Recy

Références : D1 i 2024-874
Code AIOT : 0005701451

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2024 dans l'établissement LUZEAL implanté 34 rue de Vouziers 51490 Pontfaverger-Moronvilliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le plan pluriannuel des contrôles 2024

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LUZEAL
- 34 rue de Vouziers 51490 Pontfaverger-Moronvilliers
- Code AIOT : 0005701451
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Luzéal exploite sur la commune de Pontfaverger une usine de déshydratation de fourrage (luzerne et pulpes de betterave) destiné à l'alimentation animale. La société possède 4 sites de déshydratation en activité dans la Marne. La capacité de production du site de Pontfaverger est de 575 tonnes par jour, ce qui soumet le site à la directive européenne IED.

Un nouvel arrêté préfectoral complémentaire en 2023 a permis de réglementer :

- la construction d'un nouveau bâtiment de stockage ;
- l'augmentation du stock de biomasse.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- ATEX
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	sécurité	Arrêté Préfectoral du 20/06/1996, article 6.1	Demande d'action corrective	6 mois
2	prévention de la pollution atmosphérique	AP Complémentaire du 03/06/2019, article III.2	Demande d'action corrective	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21, section III	Sans objet
4	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 20/06/1996, article 4.1	Sans objet
5	Protection incendie	Arrêté Préfectoral du 09/02/2012, article 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur les points de contrôle abordés lors de cette inspection, aucun écart majeur n'a été constaté par le service de l'inspection.

Trois écarts mineurs font l'objet d'une lettre de suite préfectorale et concernent :

- 2 non conformités sur les installations électriques ;
- l'absence des mesures des rejets à l'atmosphère pour le séchage du raisin.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/1996, article 6.1
Thème(s) : Risques accidentels, installation électrique
Prescription contrôlée : <i>"Les installations électriques devront être conformes à la Norme NF C 15.100 pour le matériel basse tension et aux Normes NF C 13.100 et 13.200 pour le matériel haute tension. Des rapports de contrôle de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques seront régulièrement établis et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. L'installation électrique et le matériel utilisé seront appropriés aux risques inhérents aux activités exercées [...]"</i>
Constats : L'exploitant a communiqué en amont de la visite le rapport de contrôle de la conformité des installations électriques réalisé par le Bureau Véritas en date des 18 et 19/03/2024, . Ce rapport fait apparaître 64 écarts: <ul style="list-style-type: none">• 35 de 2024;• 15 datant de 2023;• 11 datant de 2022;• 1 datant de 2021;• 2 datant de 2020. L'exploitant a présenté le tableau de suivi de ces écarts et a remis à l'inspection les écarts restant à lever. Ils sont au nombre de 15, en expliquant la difficulté rencontrée auprès d'un des prestataires pour intervenir rapidement. Néanmoins, un nouveau prestataire a été retrouvé, et l'exploitant a remis à l'inspection copie de la commande n°12207671 du 23/05/2024 afin de lever 13 des 15 écarts. Concernant les deux écarts restants, l'exploitant indique que la levée ne pourra s'effectuer qu'à l'arrêt de la production, mais aucune date n'est encore arrêtée et aucun bon de commande n'est présentée à l'inspection. En outre, l'inspection constate sur le rapport de 2024 que ces deux écarts étaient déjà présents lors du contrôle réalisé en avril 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection propose à monsieur le préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires via une lettre de suite préfectorale. Il est demandé à l'exploitant de lever ces deux écarts restant avant le début de la campagne 2025 et de transmettre les justificatifs du retour à la conformité électrique de tous les écarts présents dans le tableau de suivi remis au service de l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/06/2019, article III.2
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : <p><i>"L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets à l'atmosphère. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</i></p> <p><i>Les émissions de poussières issues des fours sécheurs doivent être mesurées tous les mois pendant la période d'activité sur toutes les émissions aériennes canalisées.</i></p> <p><i>Les émissions de CO₂, NO_x et SO₂ issues des fours sécheurs sont mesurées une fois par an par ligne et par produit sur toutes émissions aériennes canalisées.</i></p> <p><i>Une mesure du rejet des autres paramètres, visés à l'article III.1.3 du présent arrêté, est réalisée une fois par an et par type de produit séché.</i></p> <p><i>Les mesures des rejets pour chaque type de produit sont réalisées sur l'un ou l'autre émissaire chaque année.</i></p> <p><i>L'exploitant organise la surveillance pour que les deux émissaires soient chaque année concernés par au moins une mesure.</i></p> <p><i>Les mesures des rejets réalisées pour un produit donné sur un émissaire sont effectuées l'année suivante, pour ce même produit, sur l'autre émissaire.</i></p> <p><i>Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme agréé.</i></p> <p><i>Les mesures doivent être effectuées suivant les méthodes définies par les normes en vigueur.</i></p> <p><i>Un bilan des rejets et des teneurs en soufre des combustibles est transmis annuellement à l'inspection des installations classées, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées."</i></p>
Constats : <p>L'exploitant a remis à l'inspection en amont de la visite, le suivi de ses rejets à l'atmosphère de l'année 2023.</p> <p>L'inspection constate que:</p> <ul style="list-style-type: none">- les poussières sont mesurées tous les mois durant la période d'activité;- les émissions de CO₂, NO_x et SO₂ issues des fours sécheurs sont mesurées une fois par an et par ligne pour la campagne luzerne,- les autres paramètres, visés à l'article III.1.3, sont mesurés une fois par an sur l'un des émissaires et sur la campagne luzerne (en 2023 les résultats concernent la ligne 26000, et en 2022, les résultats concernaient la ligne 40000);- au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme agréé COFRAC. <p>Néanmoins, il manque un programme de surveillance des rejets à l'atmosphère pour le séchage du raisin.</p> <p>L'exploitant indique que sur 2023, le séchage du raisin représente 6300 tonnes sur une production globale de 68000 tonnes, avec un fonctionnement pour le four sécheur de 680h sur un total annuel de 2351h.</p> <p>De plus, l'exploitant indique à l'inspection la difficulté d'organiser ce type de mesure avec un organisme agréé. En effet, la planification de la campagne raisin s'organise 3 à 10 jours avant la récolte et ne dure que 2 à 3 semaines.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que l'absence de programme de surveillance de rejets à l'atmosphère sur un type de produit séché est une non-conformité au regard de l'article III.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 03/06/2019.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection propose à monsieur le préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires via une lettre de suite préfectorale. Il est demandé à l'exploitant de répondre à son arrêté préfectoral complémentaire du 03/06/2019 qui prescrit un programme de surveillance des rejets à l'atmosphère :

- une fois par an, par ligne et par produit séché pour les émissions de CO₂, NO_x et SO₂ ;
- une fois par an, sur l'un des émissaires et par produit séché pour les autres paramètres visés à l'article III.1.3.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois

N° 3 : installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21, section III

Thème(s) : Risques accidentels, dispositions relatives à la protection contre la foudre

Prescription contrôlée :

[...]

« L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

« Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

« Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

« La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. »

[...]

Constats :

L'exploitant a remis à l'inspection la vérification complète des installations de protection foudre réalisée par le bureau Véritas en date du 13/06/2024.

Ce rapport fait état de deux non conformités:

- mise à jour de l'analyse du risque foudre (ARF) suite à la construction du bâtiment de stockage H4;
- réaliser une interconnexion accessible et déconnectable entre route et installation électrique.

Pour le premier point, l'exploitant a remis à l'inspection, la facture précisant l'installation d'une protection contre la foudre du nouveau bâtiment de stockage.

L'exploitant a fait installer 250 m de câble de diamètre 25 mm. Ces câbles ont été mis en place autour du hangar, en fond de fouille, avec une boucle de remontée sur 6 poteaux, disposés aux 4 coins du bâtiment. Le câble est raccordé au coffret électrique.

L'inspection a constaté la mise en place effective du câble et la connexion au coffret électrique.

Néanmoins, afin d'éviter que cet écart ne soit récurrent, l'inspection invite l'exploitant à se rapprocher du bureau de contrôle afin de savoir si le schéma ainsi que le détail des éléments et équipements ayant permis la réalisation de l'installation de la protection foudre lors de la construction du hangar H4 peut permettre la mise à jour de l'ARF existante.

Concernant le deuxième point, la mise en place d'une interconnexion n'est toujours pas réalisée. En effet, l'exploitant s'est rapproché du bureau de contrôle pour avoir des précisions sur ce qui était attendu.

Depuis, une commande datée du 14/10/2024 sous le n°12209614 a été validée pour réaliser cette interconnexion. Une copie de cette commande a été remise à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/1996, article 4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau - Forages

Prescription contrôlée :

"[...]

La consommation annuelle n'excédera pas 6.000 m²

Chaque installation sera pourvue des moyens de mesure ou d'évaluation appropriés.

L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées, l'état de ses consommations annuelles d'eau et ses projets concernant leur réduction pour les principales fabrications ou groupes de fabrications.

Afin d'éviter tout phénomène de pollution de la nappe, les réseaux d'eaux seront munis d'un système de disconnexion.

Les forages seront dotés d'un dispositif empêchant que les eaux de ruissellement superficielles puissent venir se mélanger aux eaux souterraines.

Constats :

L'inspection a constaté la mise en place du compteur d'eau pour l'alimentation des bureaux.

La consommation annuelle sur l'année 2023 représente 6160 m³ pour l'usine ainsi que l'atelier, et environ 500 m³ pour les bureaux, soit un total approximatif de 6660 m³.

Ce volume représente 11% de prélèvements supplémentaires au regard des 6000 m³ autorisés.

Néanmoins, l'exploitant a indiqué à l'inspection avoir travaillé pour réduire les besoins en eau au sein de l'usine. La consommation globale semaine 41 (du 7 au 12/10/2024) s'élève approximativement à 4600 m³, et devrait se situer d'après l'exploitant à 5500-5700 m³ pour l'année 2024.

Cette baisse de consommation est constatée par l'inspection avec une différence approximative de 1000 m³ entre la semaine 41 de 2023 et la semaine 41 de 2024 sur les compteurs atelier et usine.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2012, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>"L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances. Ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification. [...]</i></p> <p><i>L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>• une réserve d'eau permanente de 480 m³;</i> <i>• une colonne sèche, conforme aux normes et aux réglementations en vigueur, implantée dans la tour de manutention du silo vertical béton ; elle doit permettre d'alimenter en eau tous les étages de la tour;</i> <i>• des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement. "</i>
<p>Constats :</p> <p>Plusieurs documents ont été transmis à l'inspection en amont de la visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Contrôle incendie interne; • Plan avec position des matériels dans chaque bâtiment; • Rapport d'intervention de la société Chubb sur l'ensemble des extincteurs du site. <p>L'exploitant indique à l'inspection qu'un contrôle interne des moyens de lutte contre l'incendie, notamment les RIA, colonne sèche, motopompe, avec mise en pression, est réalisé chaque année avant le début de campagne.</p> <p>L'inspection constate que tous les RIA ont été vérifiés le 26/03/2024, et la réparation des matériels défectueux réalisée en avril 2024.</p> <p>L'inspection a demandé la méthode de vérification des trappes de désenfumage, équipées de cartouche de gaz, ainsi que les détecteurs d'étincelles.</p> <p>L'exploitant a transmis les justificatifs relatifs à ces vérifications. Elles sont réalisées par des organismes extérieurs.</p> <p>L'inspection constate que:</p> <ul style="list-style-type: none"> • la vérification des détecteurs d'étincelles est réalisée annuellement ainsi que la centrale et les alimentations. La dernière vérification a été effectuée le 22/04/2024 (observation : prévoir remplacement des batteries en 2025); • la vérification des trappes de désenfumage a été réalisée le 10/07/2024 (observation : une anomalie sur hangar 2, exutoire HS). <p>Lors de la visite de l'installation, l'inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le volume était bien présent dans le bassin incendie de 480 m³ et que son étanchéité avait été refaite récemment; • les équipements de lutte contre l'incendie étaient bien présents au sein du bâtiment H4, conformément au plan transmis par l'exploitant ; • la réserve souple de 200 m³ dédiée au bâtiment H4 était remplie, l'exploitant a signalé que la réception par le SDIS était prévue après la finalisation de l'aire d'aspiration pour les pompiers. <p>Par ailleurs, l'exploitant a présenté son système de surveillance, avec reporting via wifi sur les</p>

téléphones portables, de la température en temps réel au sein du stock des balles de luzerne.

Enfin, l'exploitant indique à l'inspection que chaque année une réunion est organisée pour sensibiliser l'ensemble du personnel au risque incendie et plusieurs fiches réflexes ont été rédigées afin que les opérateurs adoptent les bons gestes.

L'exploitant a remis à l'inspection une de ces fiches concernant un feu de tambour.

Type de suites proposées : Sans suite